



Santé et Bien-être social
Canada

Health and Welfare
Canada

ACCORD DE SÉCURITÉ SOCIALE RÉSUMÉ

Canada et le Danemark

CAI

HW

- 2 349



PROGRAMMES DE LA
SÉCURITÉ DU REVENU

Canada

AVANT-PROPOS

L'Accord de sécurité sociale entre le Canada et le Danemark est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Le présent résumé décrit, en termes généraux, comment l'accord peut ouvrir droit à des prestations canadiennes ou danoises. Ce résumé vise les personnes résidant au Canada.

Il faut noter que, outre les conditions d'admissibilité aux prestations décrites dans le présent résumé, les lois sur la sécurité sociale de l'un ou l'autre des pays peuvent stipuler d'autres conditions. Des renseignements supplémentaires concernant les conditions d'admissibilité aux prestations canadiennes et leur application dans un cas particulier sont disponibles aux centres des services aux clients de la Direction générale des programmes de la sécurité du revenu. Le numéro de téléphone et l'adresse du centre le plus près de chez vous se trouvent dans la liste des services du gouvernement fédéral de l'annuaire téléphonique sous la rubrique "Santé et Bien-être social Canada".

Seules les institutions de sécurité sociale danoises peuvent fournir des renseignements précis concernant les conditions d'admissibilité aux prestations danoises et leur application dans un cas particulier. Pour éviter les retards ou la perte de prestations, les personnes qui pensent avoir droit à l'une des prestations danoises décrites dans le présent résumé devraient présenter une demande. On trouvera à la dernière page du présent résumé des renseignements concernant la présentation d'une demande.

Publication autorisée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Also available in English under the title
"Summary of the Agreement on Social Security
Between Canada and Denmark"

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PRESTATIONS CANADIENNES DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE	1
La pension de la Sécurité de la vieillesse	2
Le Supplément de revenu garanti	3
L'Allocation au conjoint	3
Calcul des prestations de la Sécurité de la vieillesse aux termes de l'accord	4
Versement des prestations de la Sécurité de la vieillesse	4
PRESTATIONS DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA	5
La pension de retraite du Régime de pensions du Canada	5
Les prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada	6
Les prestations de survivants du Régime de pensions du Canada	7
Calcul des prestations du Régime de pensions du Canada aux termes de l'accord	8
Versement des prestations du Régime de pensions du Canada	9
PENSIONS SOCIALES DANOISES VISÉES PAR L'ACCORD	9
La pension de vieillesse	10
Les pensions anticipées	11
Calcul des pensions sociales danoises aux termes de l'accord	12
Versement des pensions sociales danoises	12
PENSIONS SUPPLÉMENTAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU DANEMARK VISÉES PAR L'ACCORD	13
La pension de vieillesse supplémentaire	14
La pension de conjoint survivant	14
Calcul des pensions supplémentaires danoises	14
Versement des pensions supplémentaires du marché du travail du Danemark	15

DÉTERMINATION DE LA LÉGISLATION APPLICABLE

Règle générale	15
Affectations temporaires au Danemark	16
Emploi pour un gouvernement	16
Résidence aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse	16

COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR LES COTISATIONS

17

DEMANDE DE PRESTATIONS AUX TERMES DE L'ACCORD

18

INTRODUCTION

L'Accord de sécurité sociale entre le Canada et le Danemark sert à coordonner le fonctionnement des régimes canadiens et danois qui protègent les personnes en cas de vieillesse, de retraite, d'invalidité ou de décès. Il a trois objectifs fondamentaux:

- (1) réduire ou éliminer les restrictions relatives au versement des prestations de sécurité sociale à l'étranger;
- (2) éliminer les situations où un travailleur pourrait devoir cotiser dans le cadre des régimes de sécurité sociale des deux pays pour le même travail;
- (3) aider les personnes qui passent d'un pays à l'autre à obtenir des prestations en fonction des périodes de résidence ou de travail dans chaque pays.

Les prestations canadiennes visées par l'accord sont celles versées dans le cadre du programme de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada. Ces prestations sont décrites aux pages 1 à 9.

Les prestations danoises visées par l'accord sont les pensions de vieillesse, la pension de conjoint survivant et les pensions anticipées prévues par la Loi sur les pensions sociales et le Régime de pensions supplémentaires du marché du travail (ATP). Ces prestations sont décrites aux pages 9 à 15.

PRESTATIONS CANADIENNES DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

La Loi sur la sécurité de la vieillesse du Canada prévoit les trois prestations suivantes: la pension de base, le Supplément de revenu garanti et l'Allocation au conjoint.

La pension de la Sécurité de la vieillesse

La pension de base de la Sécurité de la vieillesse est une prestation mensuelle versée aux personnes qui ont atteint l'âge de 65 ans et qui remplissent les conditions relatives à la résidence. Pour recevoir la pension au Canada, il faut justifier d'au moins dix années de résidence au Canada après l'âge de 18 ans. Pour recevoir indéfiniment la pension à l'étranger (ainsi que pour en obtenir l'octroi à l'étranger), il faut justifier d'au moins 20 années de résidence au Canada après l'âge de 18 ans. Une personne qui reçoit une pension au Canada mais qui n'a pas résidé au Canada pendant au moins 20 années ne peut, à son départ du Canada, recevoir la pension que pour le mois du départ et les six mois qui suivent.

En vertu de l'accord, toute personne qui a résidé au Canada pendant au moins un an, mais qui ne justifie pas de périodes de résidence au Canada d'une durée suffisante pour avoir droit à une pension de la Sécurité de la vieillesse, peut utiliser des périodes de résidence au Danemark après l'âge de 18 ans et après le 31 mars 1957 pour remplir les conditions d'admissibilité à la pension. Par exemple, une personne qui a résidé au Canada pendant neuf ans après l'âge de 18 ans peut avoir droit à la pension payable au Canada si elle a résidé au Danemark pendant au moins une année après l'âge de 18 ans et après le 31 mars 1957.

De même, en vertu de l'accord, toute personne qui a résidé au Canada pendant au moins trois ans, mais qui ne justifie pas des 20 années nécessaires pour recevoir indéfiniment la pension de la Sécurité de la vieillesse à l'étranger, peut utiliser des périodes de résidence au Danemark après l'âge de 18 ans et après le 31 mars 1957 pour remplir la condition des 20 années de résidence. Dans un tel cas, toutefois, cette personne doit avoir trois années de résidence au

Canada après l'âge de 18 ans et justifier d'au moins 20 ans de résidence au Canada et au Danemark, après l'âge de 18 ans et après le 31 mars 1957.

Le Supplément de revenu garanti

Le Supplément de revenu garanti est une prestation mensuelle qui s'ajoute à la pension de la Sécurité de la vieillesse versée au bénéficiaire dont le revenu, mis à part la pension de base de la Sécurité de la vieillesse, est faible ou nul. Le supplément n'est essentiellement versé qu'aux résidents du Canada. Si un bénéficiaire quitte le Canada, le supplément peut toutefois lui être versé à l'étranger pour le mois du départ et les six mois qui suivent.

L'Allocation au conjoint

L'Allocation au conjoint est une prestation mensuelle versée au conjoint âgé de 60 à 64 ans d'un bénéficiaire du Supplément de revenu garanti et à tout veuf ou veuve du même groupe d'âge dont le revenu est faible ou nul. À l'âge de 65 ans, l'Allocation au conjoint est remplacée par la pension de la Sécurité de la vieillesse. Il faut au moins dix années de résidence au Canada après l'âge de 18 ans pour avoir droit à l'Allocation au conjoint. Comme le Supplément de revenu garanti, l'Allocation au conjoint n'est essentiellement versée qu'au Canada. Si un bénéficiaire quitte le Canada, l'allocation peut toutefois lui être versée à l'étranger pour le mois du départ et les six mois qui suivent.

En vertu de l'accord, toute personne qui a résidé au Canada pendant au moins un an, mais que ne justifie pas des dix années requises pour

avoir droit à l'Allocation au conjoint, peut utiliser des périodes de résidence au Danemark après l'âge de 18 ans et après le 31 mars 1957 pour remplir la condition des dix années de résidence.

Calcul des prestations de la Sécurité de la vieillesse aux termes de l'accord

Le montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse payable aux termes de l'accord à une personne qui réside au Canada, ou à une personne qui réside à l'étranger mais qui était admissible à une pension de la Sécurité de la vieillesse lorsqu'elle résidait au Canada, est égal à 1/40^e d'une pension intégrale pour chaque année entière de résidence au Canada après l'âge de 18 ans. C'est ainsi qu'une pension partielle est calculée en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse si l'admissibilité est établie sans recours à un accord. Si une personne devient admissible à une pension aux termes de l'accord lorsqu'elle réside hors du Canada, seules les périodes de résidence au Canada après le 31 mars 1957 sont utilisées pour calculer le montant de la pension.

Le montant de l'Allocation au conjoint est déterminé en fonction du revenu du couple ou, dans le cas d'un veuf ou d'une veuve, en fonction du revenu personnel du bénéficiaire.

Versement des prestations de la Sécurité de la vieillesse

Les prestations de la Sécurité de la vieillesse sont versées par Santé et Bien-être social Canada en devises canadiennes directement au bénéficiaire, qu'il vive au Canada ou à l'étranger.

PRESTATIONS DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Le Régime de pensions du Canada prévoit des prestations dans les cas de retraite, d'invalidité ou de décès d'un cotisant. Le Régime, qui est entré en vigueur en 1966, protège presque tous les employés et travailleurs autonomes du Canada, sauf ceux du Québec qui sont protégés par un régime semblable, le Régime de rentes du Québec.

Les prestations du Régime de pensions du Canada peuvent être versées partout dans le monde, sans aucune restriction.

La pension de retraite du Régime de pensions du Canada

La pension de retraite est une prestation mensuelle versée au cotisant qui a atteint l'âge de la retraite et qui a cotisé aux termes du Régime pour au moins un an.

L'âge normal de la retraite est 65 ans. Toute personne qui a atteint cet âge peut toucher une pension de retraite même si elle travaille encore. Une pension de retraite peut aussi être versée à tout cotisant âgé de 60 à 64 ans qui a cessé entièrement d'occuper un emploi rémunéré ou dont les gains annuels provenant d'un emploi ne dépassent pas le montant du maximum de la pension de retraite annuelle qui serait versée à une personne dont la pension commence à 65 ans.

Si une personne touche une pension de retraite avant l'âge de 65 ans, cette pension est réduite de 0,5 p. 100 pour chaque mois compris entre le mois au cours duquel la pension commence et le mois du 65^e anniversaire de

naissance du bénéficiaire. La réduction est permanente. Inversement, si une personne touche une pension de retraite après l'âge de 65 ans, cette pension est ajustée à la hausse de façon semblable.

Les prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada

La pension d'invalidité est une prestation mensuelle versée au cotisant qui est invalide et qui a cotisé aux termes du Régime de pensions du Canada pour au moins cinq des dix années civiles précédant immédiatement l'invalidité ou pour deux des trois années civiles précédant immédiatement l'invalidité.

Un cotisant est considéré comme étant invalide s'il est atteint d'une invalidité physique ou mentale qui est à la fois grave et prolongée. "Grave" en ce sens que le cotisant est incapable d'occuper régulièrement une occupation véritablement rémunératrice. "Prolongée" en ce sens que l'invalidité sera d'une durée indéfinie ou pourra vraisemblablement entraîner le décès.

Une prestation mensuelle est aussi versée à l'égard de chaque enfant à la charge d'un cotisant invalide. L'enfant doit avoir moins de 18 ans, ou avoir de 18 à 25 ans et fréquenter à plein temps une école ou une université.

En vertu de l'accord, toute personne qui justifie de périodes de cotisations aux termes du Régime de pensions du Canada, mais dont les cotisations pour les années précédant immédiatement l'invalidité sont insuffisantes, peut utiliser des périodes de cotisations aux termes du Régime de pensions supplémentaires du marché du travail (ATP) du Danemark pour remplir les conditions d'admissibilité aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada.

Les prestations de survivants du Régime de pensions du Canada

La pension de conjoint survivant est une prestation mensuelle versée au conjoint survivant d'un cotisant décédé qui a cotisé aux termes du Régime de pensions du Canada pour une période minimale (de trois à dix années civiles, selon l'âge du cotisant au moment du décès). Les pensions de conjoint survivant sont versées aux veufs et veuves en vertu des mêmes conditions. Elles sont versées même si le conjoint survivant se remarie.

Le "conjoint survivant du cotisant" est la personne du sexe opposé qui, au moment du décès, cohabite avec le cotisant dans le cadre d'une relation matrimoniale (qu'il y ait eu mariage ou non) ou, s'il n'y a pas de personne répondant à cette définition, le conjoint légal (même si ce conjoint légal ne vivait pas avec le cotisant au moment du décès). Si le conjoint survivant et le cotisant décédé n'étaient pas légalement mariés, ils doivent avoir vécu ensemble pendant au moins un an.

Pour avoir droit à une prestation, un conjoint survivant qui a moins de 35 ans au moment du décès du cotisant doit avoir un enfant du cotisant décédé à sa charge ou être invalide selon la définition du Régime de pensions du Canada.

Une prestation d'orphelin est aussi versée mensuellement à l'égard de chaque enfant à la charge du cotisant décédé. L'enfant doit avoir moins de 18 ans, ou avoir de 18 ans à 25 ans et fréquenter à plein temps une école ou une université.

Une prestation de décès est versée à la succession d'un cotisant décédé qui a cotisé aux termes du Régime de pensions du Canada pour une période minimale (de trois à dix années civiles, selon son âge au moment du décès).

En vertu de l'accord, si le conjoint ou un enfant n'a pas droit à une prestation de survivant parce que le cotisant décédé ne justifie pas de périodes de cotisations suffisantes aux termes du Régime de pensions du Canada, les périodes de cotisations de la personne décédée aux termes du Régime de pensions supplémentaires du marché du travail (ATP) du Danemark peuvent être utilisées pour remplir les conditions d'admissibilité à une prestation de survivant du Régime de pensions du Canada.

Calcul des prestations du Régime de pensions du Canada aux termes de l'accord

La pension de retraite, la pension de conjoint survivant versée à l'âge de 65 ans et la prestation de décès sont fondées sur les gains du cotisant pendant qu'il cotisait aux termes du Régime de pensions au Canada et sur le nombre d'années de telles cotisations. La pension d'invalidité et la pension de conjoint survivant versées avant l'âge de 65 ans sont bipartites: une prestation liée aux gains du cotisant et une prestation à taux uniforme. Les prestations versées à l'égard des enfants d'un cotisant sont des prestations à taux uniforme.

Si l'admissibilité à une prestation du Régime de pensions du Canada est établie en vertu de l'accord, la composante à taux uniforme est calculée au prorata des périodes pour lesquelles des cotisations ont été versées aux termes du Régime de pensions du Canada par rapport à la période minimale de cotisations ouvrant droit à la prestation. La composante liée aux gains est calculée comme une prestation qui serait versée sans recours à l'accord.

Versement des prestations du Régime de pensions du Canada

Les prestations du Régime de pensions du Canada sont versées par Santé et Bien-être social Canada en devises canadiennes directement au bénéficiaire, qu'il vive au Canada ou à l'étranger.

PENSIONS SOCIALES DANOISES VISÉES PAR L'ACCORD

La Loi sur les pensions sociales prévoit des prestations non contributives, fondées sur la résidence, dans le cas de la vieillesse ou d'événements antérieurs à la vieillesse, telles que l'invalidité, qui entraînent une réduction de la capacité de gains. Dans ce dernier cas des "pensions anticipées" sont versées. Les pensions anticipées occupent, au sein du système danois de sécurité sociale, une place comparable à celle occupée par les pensions d'invalidité et de survivant dans les systèmes de la plupart des autres pays.

La Loi sur les pensions sociales protège toutes les personnes résidant au Danemark. Ne sont cependant admissibles à une pension que les citoyens danois, les réfugiés, les apatrides et les citoyens de pays avec lesquels le Danemark a conclu un accord de sécurité sociale ou une convention comparable (par exemple, les États membres de la Communauté économique européenne). Les citoyens de pays avec lesquels le Danemark n'a pas conclu d'accord de sécurité sociale peuvent aussi être admissibles à une pension sociale payable au Danemark s'ils y ont été résidents pendant une période minimale de dix ans entre l'âge de 15 et de 67 ans, y compris

les cinq années précédant immédiatement la présentation d'une demande de pension.

Dans le cadre de la Loi sur les pensions sociales, une pension sociale peut continuer à être versée, à l'extérieur du Danemark, à un citoyen danois ayant résidé au Danemark pendant une période minimale de dix ans après avoir atteint l'âge de 15 ans et qui s'est vu accorder la pension pendant qu'il résidait au Danemark. De même, un citoyen danois résidant hors du Danemark peut être admissible à une pension sociale s'il a résidé au Danemark pendant au moins 30 ans après avoir atteint l'âge de 15 ans. Les personnes qui ne sont pas citoyens danois ne peuvent recevoir de pension sociale danoise à l'extérieur du Danemark, excepté en vertu d'un accord de sécurité sociale.

La pension de vieillesse

La prestation la plus importante dans le cadre de la Loi sur les pensions sociales est la pension de vieillesse, accordée aux personnes ayant atteint l'âge de 67 ans. Pour avoir droit à une pension, un minimum de trois ans de résidence au Danemark entre l'âge de 15 et de 67 ans est exigé de toute personne, y compris les citoyens danois.

En vertu de l'accord, un citoyen canadien résidant au Canada remplit les conditions ouvrant droit à une pension de vieillesse danoise à l'âge de 67 ans s'il a résidé au Danemark pendant au moins trois ans après le 31 mars 1957, s'il avait à ce moment entre 15 et 67 ans, et s'il a occupé un emploi ou travaillé pour son compte au Danemark pendant au moins 12 mois.

De même, il résulte de l'accord qu'un citoyen danois résidant au Canada peut recevoir une pension sociale de vieillesse au Canada s'il a résidé au Danemark pendant au moins trois ans après l'âge de 15 ans.

Les pensions anticipées

Une pension anticipée peut être accordée à une personne dont la capacité de gains est réduite d'au moins la moitié à cause d'une incapacité mentale ou physique, ou d'une combinaison d'incapacité et d'éléments sociaux. Ces éléments sociaux pourraient comprendre la situation d'un conjoint survivant qui n'a pas occupé d'emploi rémunéré auparavant et dont l'âge ou d'autres facteurs rendent l'entrée ou le retour improbable sur le marché du travail. Quand le bénéficiaire d'une pension anticipée atteint l'âge de 67 ans, cette pension est convertie en pension de vieillesse.

Pour être admissible à une pension anticipée, un minimum de trois ans de résidence au Danemark après avoir atteint l'âge de 15 ans est exigé de toute personne, y compris les citoyens danois.

En vertu de l'accord, un citoyen canadien résidant au Canada qui satisfait aux conditions relatives à la perte de capacité de gains par suite d'une incapacité mentale ou physique peut être admissible à une pension anticipée danoise s'il a résidé au Danemark pendant au moins trois ans après le 31 mars 1957, s'il avait entre 15 et 67 ans à ce moment, et s'il a occupé un emploi ou travaillé à son compte au Danemark pendant au moins 12 mois.

De même, il résulte de l'accord qu'un citoyen danois résidant au Canada qui remplit les conditions de la législation danoise relatives à la réduction de la capacité de gains peut recevoir une pension anticipée au Canada s'il a résidé au Danemark pendant trois ans après l'âge de 15 ans.

Calcul des pensions sociales danoises aux termes de l'accord

Les pensions sociales danoises versées aux citoyens canadiens résidant au Canada sont calculées au taux d'un quarantième de la pension complète pour chaque année de résidence au Danemark après l'âge de 15 ans; on tient compte uniquement des périodes de résidence postérieures au 1^{er} avril 1957 (date d'entrée en vigueur du régime danois actuel de pensions de vieillesse universelles) dans le calcul des prestations. Des règles semblables s'appliquent aux citoyens danois vivant au Canada, sauf qu'on tient compte dans leur cas de toutes les périodes de résidence au Danemark (y compris celles qui sont antérieures au 1^{er} avril 1957) dans le calcul des prestations.

Versement des pensions sociales danoises

Les pensions sociales danoises dues en vertu de l'accord sont versées par les institutions danoises de sécurité sociale directement au bénéficiaire, qu'il vive au Canada ou au Danemark.

PENSIONS SUPPLÉMENTAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU DANEMARK VISÉES PAR L'ACCORD

La Loi sur les pensions supplémentaires du marché du travail (ATP), en vigueur depuis le 1^{er} avril 1964, établit un système de prestations à taux uniforme fondées sur les périodes de cotisations (et non sur le montant des gains antérieurs). Toutes les personnes âgées de 16 à 66 ans au Danemark qui travaillent pour le même employeur pendant au moins dix heures par semaine doivent cotiser au régime ATP. (Selon la terminologie utilisée dans la législation danoise, ils doivent être membres du régime.) Les travailleurs étrangers qui viennent travailler au Danemark pour une période prévue de moins de six mois constituent toutefois une exception: ils sont exclus du régime ATP.

Les personnes travaillant à leur propre compte ne sont pas obligatoirement protégées par le régime ATP. Cependant, une personne travaillant à son propre compte qui a au moins trois ans de cotisation en tant qu'employé peut continuer à cotiser sur une base volontaire.

Les prestations supplémentaires du marché du travail (ATP) peuvent être versées n'importe où dans le monde, sans égard à la nationalité du bénéficiaire. Donc, un accord de sécurité sociale n'est pas requis pour ouvrir le droit aux prestations dans le cadre du régime ATP.

La pension de vieillesse supplémentaire

Le Régime de prestations supplémentaires du marché du travail (ATP) prévoit des pensions de vieillesse pour toute personne de 67 ans et plus qui a cotisé dans le cadre du régime.

La pension de conjoint survivant

Une pension de conjoint survivant est prévue dans le cadre du Régime de pensions supplémentaires du marché du travail (ATP). Pour être admissible à une pension de survivant, le conjoint survivant doit être âgé d'au moins 62 ans, le mariage doit avoir duré au moins dix ans et la personne décédée doit avoir au moins dix années de cotisations dans le cadre du régime ATP.

Calcul des pensions supplémentaires danoises

Le maximum de la pension de vieillesse à taux uniforme est versée à toute personne qui a cotisé pendant 40 ans au régime ATP. Une personne qui compte moins de 40 ans de cotisations admissibles n'a droit qu'à une pension réduite. Des règlements transitoires permettent aux personnes qui adhéraient au régime au cours de sa première année d'activité (c. – à – d. les personnes travaillant au Danemark pendant la période du 1^{er} avril 1964 au 31 mars 1965) de bénéficier de prestations selon des conditions un peu plus avantageuses que celles qui s'appliqueraient normalement.

La pension de conjoint survivant est égale à la moitié de la pension à laquelle le conjoint décédé aurait droit.

Versement des pensions supplémentaires du marché du travail du Danemark

Les pensions supplémentaires dans le cadre du Régime de pensions supplémentaires du marché du travail du Danemark (ATP) sont versées par les institutions de sécurité sociale danoises directement au bénéficiaire, qu'il vive au Canada ou au Danemark.

DÉTERMINATION DE LA LÉGISLATION APPLICABLE

À défaut de l'accord, une personne serait peut-être obligée de cotiser à la fois aux termes du Régime de pensions du Canada et du Régime de pensions supplémentaires du marché du travail (ATP) du Danemark pour un même travail. L'Accord de sécurité sociale entre le Canada et le Danemark élimine ces possibilités de "double assujettissement".

Règle générale

En vertu de l'accord, un employé n'est normalement assujéti qu'à la législation du pays où il travaille et est donc exempté de cotiser aux termes de la législation de l'autre pays pour le même travail.

Affectations temporaires au Danemark

Une exception à la règle générale s'applique dans le cas d'un "travailleur détaché" (par exemple, un employé qui travaille normalement au Canada et qui est assujetti au Régime de pensions du Canada pour ce travail, et qui est envoyé par son employeur au Danemark pour y travailler temporairement). En vertu de l'accord, ce travailleur peut continuer à être assujetti au Régime de pensions du Canada pendant une période de 24 mois et, pendant que cet assujettissement reste en vigueur, il n'a pas à cotiser dans le cadre du système de sécurité sociale danois pour ce même travail.

Emploi pour un gouvernement

Une autre exception à la règle générale s'applique aux employés du gouvernement de l'un des pays qui exécutent leurs fonctions dans l'autre pays. Ces personnes sont normalement assujetties aux lois de sécurité sociale du dernier pays seulement si elles sont des citoyens ou des résidents permanents de ce pays.

Résidence aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse

En plus des dispositions susmentionnées relatives à l'assujettissement, l'Accord entre le Canada et le Danemark comprend une autre disposition qui garantit qu'une personne assujettie au Régime de pensions du Canada ou au Régime de rentes du Québec pendant qu'elle réside au

Danemark est aussi assujettie à la Loi sur la sécurité de la vieillesse qui ne tient compte normalement que de la résidence au Canada. Ainsi, au cours de cette période, une protection intégrale est assurée aux termes de la législation canadienne. Inversement, pour une personne qui réside et travaille au Canada et qui est assujettie à la législation sur la sécurité sociale du Danemark, cette période n'est pas considérée comme une période de résidence aux fins de la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR LES COTISATIONS

Revenu Canada, Impôt applique les dispositions du Régime de pensions du Canada qui ont trait au versement des cotisations. Les questions relatives à l'obligation pour un employé, un employeur ou un travailleur autonome de cotiser aux termes du Régime de pensions du Canada par suite de l'Accord entre le Canada et le Danemark, y compris les questions au sujet de l'assujettissement continu aux termes du Régime de pensions du Canada lorsqu'un employé travaille temporairement au Danemark, devraient être adressées comme suit:

Division des retenues à la source
Revenu Canada, Impôt
Ottawa (Ontario)
K1A 0L8

DEMANDE DE PRESTATIONS AUX TERMES DE L'ACCORD

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant l'accord et de l'aide pour demander les prestations canadiennes ou danoises qui sont décrites dans le présent résumé, on peut s'adresser aux centres des services aux clients de la Direction générale des programmes de la sécurité du revenu. Le numéro de téléphone et l'adresse du centre le plus près de chez vous se trouvent dans la liste des services du gouvernement fédéral de l'annuaire téléphonique sous la rubrique "Santé et Bien-être social Canada". Les demandes de renseignements peuvent aussi être envoyées à l'adresse suivante:

Directeur

Opérations internationales

Direction générale des programmes de
la sécurité du revenu

Santé et Bien-être social Canada

Ottawa (Ontario)

K1A 0L4

